



FONDATION  
CECIN'EST PAS UNE CRISE

## Education et culture comme remèdes pour demain ?

Novembre 2017 - Revue N°11



© Pierre Kroll  
Caricature parue dans Le Soir,  
le 23 septembre 2017

**« Faute d'Histoire, on se raconte des histoires  
et ça finit par faire des histoires »**

**RACHID BENZINE**

Cité par Edouard Delruelle  
lors de la Conférence du 24 novembre 2017  
à la Foire politique de Liège

## UN MOT DU PRÉSIDENT



**JEAN-PASCAL LABILLE,**

*Président de Ceci n'est pas une crise, ancien Ministre fédéral et Secrétaire général de Solidaris.*

Chères lectrices, chers lecteurs,

Il est temps pour moi de faire un premier bilan de l'année dont la fin, doucement, approche.

Et en me retournant sur les sujets qui nous ont occupés depuis le début de l'année, l'un d'eux me semble avoir été particulièrement important pour la Fondation.

Lequel ?

C'est celui de l'éducation.

Parce que c'est l'éducation qui permettra - ou pas - que la société de demain fasse partie de celles où il fait bon vivre.

Parce que c'est l'éducation qui fera - ou pas - que chacun puisse y trouver sa place, non seulement dans le respect de l'autre, mais aussi dans le goût de l'autre.

Parce que c'est l'éducation, tout simplement, qui donne à chacun les armes, plus ou moins bonnes, pour être heureux dans la vie.

Nous avons donc choisi, dans ce numéro, de présenter deux contributions passionnantes sur ce sujet qui ne l'est pas moins.

Cette édition est aussi l'occasion de lancer, avec son premier chapitre, une série de 4 articles d'Yves Patte sur la radicalisation.

Un premier chapitre particulièrement d'actualité, après les événements qui se sont déroulés à Bruxelles il y a quelques jours.

Quant à Yves, que je remercie tout particulièrement pour cette formidable contribution, il est sociologue et bien d'autres choses encore, que je vous invite à découvrir sur son blog [www.yvespatte.com](http://www.yvespatte.com).

Enfin, vous trouverez aussi, comme dans chacune de nos éditions de cette revue, les dernières nouvelles de la Fondation.

Bonne lecture à toutes et tous !

Jean-Pascal Labille,  
Président



# SOMMAIRE

**Radicalisation : l'école n'est pas la solution, elle fait partie du problème**

Michael Prazan, Marianne, 4 février 2017

p.05

**L'enjeu culturel à Molenbeek**

Par Fatima Zibouh, Agir par la Culture, 11 octobre 2016

p.07

**Désappropriation. Radicalisation. Abandon. A quoi se raccrocher ?**

Par Yves Patte, 2017

p.10

**Conférence @ Foire du livre politique de Liège, 24 novembre 2017**

Résumé et photos

p.16

**C. Torrekens, D. Engels et E. Delruelle nous rejoignent**

Actualités de la Fondation

p.17



# RADICALISATION : L'ÉCOLE N'EST PAS LA SOLUTION, ELLE FAIT PARTIE DU PRO- BLÈME.

## OPINION PAR MICHAEL PRAZAN

Présentée comme le premier rempart à la radicalisation, l'école doit, pour tenir ce rôle, revoir d'urgence le discours induit dans ses manuels d'histoire-géo.

Depuis la vague d'attentats qui a frappé la France, le consensus est général : l'école est la solution. On ne compte plus les déclarations qui reprennent cette imprécation. Or, dans l'étude de l'Ifop sur les pratiques religieuses des musulmans de France, publiée le 18 septembre par le JDD, on apprenait que «la moitié des 15-25 ans» s'identifie à un islam qualifié de «*fondamentaliste*» et de «*sécessionniste*» (en clair : un jeune sur deux) par les auteurs du rapport. Si l'école était cet antidote rêvé à la radicalisation, comment expliquer que la moitié des jeunes musulmans, scolarisés ou fraîchement sortis du système éducatif, s'identifient à l'islam le plus opposé aux valeurs de la République ? Il y a là un paradoxe.

Pour en avoir le cœur net, j'ai consulté les manuels scolaires d'histoire et de géographie des classes de CAP et de bac professionnel ; leurs publics constituant le terrain le plus fragile et le plus ciblé par la radicalité.

Passé le choc d'une présentation qui fait fi de toute chronologie, c'est le discours induit dans ces manuels qui frappe par son homogénéité idéologique. Tout, en effet, de l'histoire à l'étude du monde actuel, est perçu à l'aune des inégalités et des discriminations. Apparaît alors, en filigrane, une grille de lecture unique et dogmatique qui prétend que la seule clé de compréhension du monde se trouve dans le rapport dominé/dominant, où l'histoire et la géographie se résument à la domination d'un Occident blanc et nanti sur un hémisphère Sud (basané, pauvre, exploité), confiné à une vision misérabiliste.

## ANTISIONISME DIFFUS

«*Un discours de Ben Laden qui le montre en révolutionnaire héroïque*»

Après avoir enfoncé le clou des inégalités dans le chapitre «*Egalité, différences, discriminations*», cette grille de lecture illustre le redondant «*développement inégal*» en opposant deux photos, celle d'un lycéen blanc et celle d'un lycéen africain [1], sans se priver de brocarder au passage des personnalités antipathiques aux auteurs des manuels, tel Bernard-Henri Lévy : «*Partisan de l'ingérence humanitaire, [Bernard-Henri Lévy] a cependant condamné l'opération de soutien aux Palestiniens, «Une flotille pour Gaza», en prétextant sa signification politique contre l'Etat d'Israël*» [2]. Suit la question posée aux élèves : «*Quel paradoxe peut-on relever dans son soutien à différentes causes internationales ?*» Réponse (supposée) : BHL est juif, donc «*sioniste*», et ses engagements seraient par conséquent à géométrie variable. Le texte ne précise pas qu'«*Une flotille pour Gaza*» était une opération montée par les Frères musulmans turcs, en partenariat avec le Hamas, le groupe islamiste et terroriste qui règne sur la bande de Gaza.

Mesure-t-on l'impact que représente cet antisionisme diffus ? Le choix iconique d'une photo montrant un gamin jetant des pierres contre un char de Tsahal, figure même, pour les élèves, de l'injustice et de la disproportion des forces en présence ? Celui d'un discours de Ben Laden - également sur la question palestinienne -, qui le montre en révolutionnaire héroïque à mi-chemin entre Che Guevara et Robin des bois ?

«*On s'échine à démontrer aux élèves qu'il y a deux camps : celui des méchants dominants blancs ; celui des victimes, dominées et basanées*»

S'il peut paraître révoltant que les manuels scolaires soient ainsi transformés en éditoriaux politiques et les publics scolaires, l'objet d'une prédation idéologique, c'est bien le discours induit par ces manuels qui pose problème.



En leur rappelant sans cesse leur origine, leur religion, leur couleur de peau (bref, leur différence), on s'échine à démontrer aux élèves qu'il y a deux camps : celui des méchants dominants blancs ; celui des victimes, dominées et basanées. Par ce manichéisme qui débarrasse le monde et l'humanité de toute forme de complexité, on distille une haine de l'Occident et de la France, on assigne les élèves à leur condition d'enfants d'immigrés, on les cloisonne dans un milieu prolétaire où toute ascension sociale serait une trahison par rapport à leur statut supposé de victime.

Quand, moi-même, enseignant de lettres en banlieue, il y a un peu plus de dix ans, je surveillais l'épreuve des bacs pro, j'avais été alerté par le sujet proposé en français aux élèves. Un commentaire de texte de la chanson Lili, de Pierre Perret : l'histoire de cette jeune Africaine traitée en esclave et en paria par la France qui l'a accueillie. Proposer un tel texte n'est pas anodin. A quelle représentation de la France les paroles invitent-elles ? C'est le même discours, ce même clientélisme intellectuel qui s'y déploie : la France est un pays raciste qui exploite ses immigrés et ses classes laborieuses. Qu'on me comprenne bien, je n'encourage pas le recours au roman national.

Je ne dis pas que les faits présentés dans les manuels scolaires sont faux ou tronqués ; je prétends que d'autres narratifs que celui fondé uniquement sur les discriminations et les inégalités sont possibles. Et que la grille de lecture adoptée par nos pédagogues, probablement motivée par de bonnes intentions, contribue aux conclusions de l'enquête de l'Ifop. L'école est peut-être la solution, mais il me semble urgent, pour que ce soit le cas, de revoir sa copie.

**Michael Prazan**  
Marianne  
4 février 2017



# L'ENJEU CULTUREL À MOLENBEEK

FATIMA ZIBOUH

Après les attentats de Paris, en novembre 2015, Molenbeek résonne aux oreilles de ceux qui n'y vivent pas comme étant synonyme de base arrière du terrorisme international. C'est pourtant méconnaître les multiples facettes de cette municipalité qui est à l'avant-garde des expériences de gestion de la multiculturalité. La diversité sociale et culturelle de sa population conjuguée au boom démographique pose de nombreux défis dont les réponses vont être déterminantes sur l'avenir des villes multiculturelles et post-migratoires. Dans cette perspective, l'examen des différentes formes d'expression culturelle et artistique constitue des indicateurs pertinents révélant les dynamiques urbaines en cours.

La vie culturelle molenbeekoise est caractérisée tant par son effervescence que par sa pluralité. En effet, pas un jour ne passe sans qu'une activité culturelle ne soit organisée dans la commune. L'agenda culturel est assez dense, intense et varié. Cette dynamique culturelle est particulièrement hétéroclite et éclectique. On peut distinguer cinq caractéristiques de cette variété culturelle. Premièrement, les disciplines culturelles sont nombreuses : les cultures populaires côtoient d'autres formes plus savantes. L'académie de dessin, de musique ou quelques troupes de danse urbaine jouissent d'une réputation qui dépasse les frontières de la ville. Ensuite, deuxièmement, les publics se confondent en fonction des performances artistiques. Certaines vont s'adresser à des séniors, d'autres à des communautés ethnoculturelles particulières. Souvent celles-ci se mélangent, parfois elles restent dans l'entre-soi.

Troisièmement, Molenbeek présente la particularité d'avoir une plus grande diversité culturelle des artistes, qui est liée à la sociologie de la population. La plupart des artistes d'origine maghrébine, par exemple, ayant acquis une renommée nationale, voire internationale, viennent de cette commune. On rencontre également de célèbres artistes flamands installés dans quelques quartiers gentrifiés, près du canal.

Par ailleurs, quatrièmement, au-delà de la diversité culturelle, il faut aussi souligner la diversité sociale des dynamiques artistiques en cours à Molenbeek qui peuvent être le fruit tant d'artistes issus des quartiers populaires que d'artistes issus de milieux plus aisés. Parmi eux, certains s'inscrivent plutôt dans l'art amateur alors que d'autres sont de véritables professionnels.

Enfin, cinquièmement, il faut aussi souligner les dynamiques artistiques formelles, qui sont reconnues à travers des subventions publiques ou une visibilité médiatique mais aussi et surtout tout un pan de l'activité artistique invisibilisée qui opère au niveau underground et qui passe sous le radar de l'agenda culturel. Ces dernières sont nombreuses et peuvent rassembler chaque semaine plusieurs centaines de personnes mais sans que ces événements ne soient relayés dans les canaux institutionnels de communication.

## L'ART ET LA CULTURE COMME OUTILS D'EXPRESSION POLITIQUE

À travers leur dimension subversive, les expressions culturelles et artistiques peuvent être considérées comme étant de véritables outils politiques pouvant servir à trois rôles : légitimer, questionner ou contester le pouvoir et le système en place. Bien entendu, cette considération politique ne met pas de côté la fonction divertissante des différentes formes d'expression culturelle et artistique. Les productions ou les événements culturels et artistiques ont toujours été nombreux mais ont véritablement explosé depuis la stigmatisation politique et médiatique de Molenbeek. Toute une série de projets culturels est née après les tragiques événements du 15 novembre 2015 à Paris et du 22 mars 2016 à Bruxelles. Ils ont quasi tous Molenbeek pour point de départ. L'écrivain et essayiste Amin Maalouf écrivait dans son célèbre ouvrage *Les identités meurtrières* que nos identités sont multiples mais qu'on se définit dans la partie de notre identité qui est la plus attaquée. Dans ce cadre, les artistes molenbeekoïses, quelle que soit leur origine culturelle ou sociale se sont repositionnés à partir de cette identité molenbeekoïse illustrant ce réflexe goffmanien du retournement du stigmaté.



On observe dès lors des initiatives culturelles et artistiques qui sont devenues de véritables moyens pour remplir trois fonctions qui reposent sur 1) l'identité territoriale ; 2) le dialogue interculturel ; et 3) l'engagement politique.

La première fonction de ces projets culturels et artistiques s'inscrit dans une volonté de créer un espace de dialogue et d'échange entre les différents groupes que compose un territoire donné. On assiste ici et là à la constitution de chorales intergénérationnelles, à des compositions de groupes de danse ou de troupes théâtrales où les artistes viennent de milieux culturels et sociaux différents. Dans ces cas, la diversification des membres du projet constitue une sorte de « *branding* » qui en fait la marque de fabrique pour réaffirmer un message positif, tourné autour de l'inclusion et de la cohésion sociale.

Ensuite, la seconde fonction consiste à répondre à des stratégies de redéfinition identitaire basée sur la territorialité, à travers l'affirmation de l'identité locale. En d'autres termes, quelle que soit l'origine culturelle ou sociale des artistes, ce qui compte avant tout, c'est leur attachement, leur sentiment d'appartenance au quartier, à la commune, voire à la ville. Ces stratégies permettent de dépasser les grilles de lecture basées sur l'ethnicité ou sur les classes sociales pour affirmer une appartenance plus transversale basée sur la territorialité. Bien entendu, cette tendance ne doit pas effacer les autres formes d'appartenances (communautaires, ethniques ou religieuses), qui subsistent toujours et/ou qui peuvent se combiner avec cette appartenance territorialisée.

Enfin, la troisième fonction de ces expressions culturelles et artistiques est d'ordre politique. Elle peut en effet constituer une modalité alternative du répertoire de l'action politique. En d'autres termes, l'activité artistique peut faire partie des outils de la participation politique non conventionnelle. Elle permet de contester, de critiquer voire de renverser le système politique mais elle peut aussi à l'inverse le cautionner, le légitimer et ainsi être au service du pouvoir. L'observation des expressions artistiques des jeunes issus des quartiers populaires montre par exemple que le fil conducteur de leur production musicale, théâtrale et humoristique tourne autour des enjeux qui reposent sur les questions de discrimination, d'exclusion et des inégalités. Celles-ci se trouvent au cœur des paroles de chansons ou des scénarios théâtraux.

Ces trois fonctions sont en réalité différentes façons de faire de la politique. D'ailleurs, choisir de ne pas faire de la politique est aussi une façon de faire de la politique, tout comme l'abstention au vote est une façon d'exprimer une opinion.

## LES TROIS ENJEUX DE L'ACTIVITÉ CULTURELLE ET ARTISTIQUE

Ces trois fonctions révèlent trois enjeux qui me semblent prédominer l'action culturelle des artistes. Le premier enjeu au niveau microsociologique est celui qui consiste à dépasser l'assignation ethnique aux artistes dits « *de la diversité* ». Ces derniers plaident pour qu'ils soient considérés avant tout comme artistes même si paradoxalement, ils s'auto-assignent par eux-mêmes dans cet enfermement identitaire. On observe cependant plutôt une identification qui ne place plus l'ethnicité, à travers des marqueurs identitaires qui s'appuient sur l'origine ou la religion, au cœur de leurs productions culturelles mais plutôt une identification territoriale qui se combine avec une multiplicité d'appartenances. Ce bricolage identitaire qui se révèle à travers l'expression culturelle et artistique traduit des recompositions hybrides et cosmopolites intéressantes qui ont la particularité de traduire une réelle transculturalité.

Le deuxième enjeu, au niveau mésociologique, est celui de la mixité culturelle et sociale qui se révèle à travers les interactions avec d'autres groupes ou individus. En effet, l'art et la culture permettent de dépasser les frontières sociales et les frontières de l'ethnicité. Un observateur attentif peut aisément voir la diversité culturelle des publics lors d'un événement axé sur le Hip-hop par exemple. L'homogénéité du public illustre une convergence de goûts plutôt qu'un monolithisme lié à une appartenance de classe ou d'une ethnicité particulière. Cependant, les « *ghettos* » culturels sont toujours d'actualité et constituent des lieux où des codes culturels communs sont partagés. D'où la nécessité d'ouvrir ces espaces fermés (qu'ils soient blancs ou de couleur) pour comprendre ces codes culturels qui ne sont pas nécessairement compris de part et d'autre. Cette capacité de décentrage par rapport à ces propres référentiels constitue un enjeu essentiel pour les années à venir. L'exercice n'est pas aisé et doit s'inscrire dans la réciprocité. Comme le plaident les intellectuels postcoloniaux, il est nécessaire de comprendre que l'émancipation est une valeur essentielle mais qu'il y a plusieurs chemins pour y arriver, sans toutefois chercher à en imposer sa propre définition.





Enfin, le troisième enjeu, qui est plutôt d'ordre macro-sociologique, questionne la philosophie des politiques publiques. Il consiste à poser la question de la reconnaissance et de la valorisation des spécificités culturelles à travers les différentes formes d'expression culturelle et artistique. Les subventions publiques devraient tenir compte de cet aspect dont plusieurs études montrent qu'il est gage d'une meilleure intégration. En d'autres termes, l'idée est qu'à travers la valorisation de l'identité culturelle, les individus se sentent mieux reconnus dans la société dans laquelle ils vivent, ce qui permet dès lors une meilleure inclusion et cohésion sociale.

## QUAND L'ACTIVITÉ CULTURELLE DEVIENT ACTIVITÉ CITOYENNE ET POLITIQUE

Au travers de cette analyse transversale des enjeux portant sur l'art et la culture dans cette configuration particulière que constitue Molenbeek, on a tenté de présenter les multiples conséquences des expressions culturelles et artistiques qui y opèrent. Indubitablement, celles-ci jouent un rôle fondamental par la manière dont elles questionnent les rapports sociaux mais aussi le rapport au politique. Elles permettent également le dialogue et la création d'espaces communs où se constituent de nouvelles cultures urbaines, tout comme de nouvelles configurations identitaires qui placent la territorialité au cœur de ces processus, qui sont en évolution permanente.

**Fatima Zibouh**  
Agir par la culture,  
11 octobre 2016

*Fatima Zibouh est chercheuse en sciences politiques et sociales au sein du Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations (CEDEM) de l'Université de Liège. Cette contribution est tirée de sa recherche doctorale portant sur « Culture, Ethnicité et Politique. L'enjeu des expressions culturelles et artistiques des minorités ethniques ».*



# DÉSAPPROPRIATION. RADICALISATION. ABANDON. A QUOI SE RACCROCHER ?

« Quand l'intérêt général s'en va, arrive le trader suivi du gourou. Quand l'Etat s'effondre, restent deux gagnants : les sectes et les mafias. Les banquiers d'affaires d'un côté et les hallucinés de l'autre. Quand l'idée de service est ridiculisée, ne reste plus qu'à se servir soi-même. Le cynisme engendre à la fois le fanatisme et la tricherie. » Régis Debray (2015 :17)

« Que cherchent tous ces jeunes à la dérive qui se suicident à l'aide d'un islam extrême ou à coups de canettes de bière suralcoolisées et de spliffs dix fois trop chargés ? » Abd al Malik (2004 :128-129)

## PREMIER EXTRAIT D'UNE SÉRIE DE 4 RÉFLEXIONS PAR YVES PATTE

Cette série de quatre articles, dont le premier est entre vos mains, s'inscrit dans un travail plus large sur la notion d'Empowerment qui, à mon sens, pourrait constituer une clé de lecture et de compréhension des phénomènes sociaux actuels, autant les mouvements citoyens émergents « *en transition* », que des formes de radicalisation ou de repli identitaire.

Ce premier article fera l'historique des émeutes et « *échauffourées* » qu'ont connues les quartiers touchés actuellement par les phénomènes de radicalisation, ces quartiers d' « *où proviennent les terroristes* » et qu'on ne découvre que dans la mesure où on aurait fermé les yeux durant 30 ans sur le malaise grandissant d'une population, et sur le sentiment d'abandon qui s'y est créé.

Le deuxième article fera un détour par les Etats-Unis, qui ont connu, avant la Belgique ou la France, un Islam des quartiers défavorisés, avec les Black Muslims et Malcolm X d'abord, puis les Five-Percenters, et finalement la Salafisme. Ce détour permet de comprendre la dimension identitaire de la radicalisation religieuse.

Le troisième article plongera pleinement dans les ressorts de la radicalisation, auprès des populations les plus jeunes, et au sein de l'ensemble des pratiques à risque qui fissurent leur quotidien.

Enfin, le quatrième article mettra en miroir cette forme de radicalisation religieuse avec d'autres déclenchements de violence, dans des quartiers très proches, voire similaires : la montée d'un hooliganisme d'extrême-droite.

## CECI... N'ARRIVE PAS DU JOUR AU LENDEMAIN : DES ÉMEUTES AU DJIHAD

Il est toujours plus facile d'avoir la mémoire courte. Les attentats récents en Europe mettent au-devant de la scène, le phénomène de la radicalisation religieuse. D'un coup, on se rend compte que des jeunes sont prêts à aller mourir pour la cause djihadiste. Et des jeunes « *de chez nous* » – pas des jeunes Afghans formés dans d'obscures écoles coraniques pakistanaises. Non, des jeunes de nos quartiers, de nos banlieues, qui ont été dans nos écoles. Dans nos prisons aussi.

Tout autant qu'on est surpris que des jeunes puissent adopter une vision fondamentaliste de la religion musulmane, telle que le salafisme, on se surprend de voir d'autres jeunes embrasser le nationalisme et rejoindre les mouvements d'extrême-droite.

Oui, dans la deuxième décennie du 21ème siècle, des jeunes sont salafistes, des jeunes sont d'extrême-droite, des jeunes sont contre les droits de la femme, des jeunes sont racistes, antisémites, islamophobes, homophobes, etc. Mais ça n'est probablement pas arrivé du jour au lendemain. On ne se réveille pas un matin avec des vidéos djihadistes qui cartonnent sur Youtube et PEGIDA qui rassemble des milliers de personnes dans des manifestations islamophobes.



Je crois qu'il faut replacer l'émergence de ces phénomènes dans des processus sociaux plus longs. Le profil des jeunes français et belges, qui sont partis en Syrie, dont ceux qui ont commis les attentats à Charlie Hebdo en janvier 2015, dans les rues de Paris en novembre 2015 et à Bruxelles en mars 2016, invite à replacer la radicalisation dans l'histoire des populations et des quartiers dont ils provenaient. Les explosions de violence en banlieue en France, ou dans certains quartiers de Molenbeek en Belgique, ne sont pas récentes. Les jeunes qui n'arrivent plus à se construire une identité, du moins positive, ça n'est pas récent non plus. Et on a eu tout le temps de voir l'islam évoluer depuis les premières communautés immigrées en Europe de l'Ouest jusqu'à aujourd'hui.

Une double histoire est nécessaire : celle des quartiers/villes d'où proviennent les jeunes attirés par le djihadisme ou le nationalisme, et une histoire du rapport à l'islam.

Pour cela, première précaution : ne pas tomber dans une approche centrée sur la France. Facile à dire évidemment quand on écrit depuis la Belgique. Mais c'est important au niveau de la compréhension même du phénomène. Beaucoup d'auteurs (sociologues, islamologues, etc.) étant Français, l'analyse tourne souvent autour de questions qui structurent le débat français : la République, la laïcité, les banlieues. Pourtant, certains des terroristes de Paris et de Bruxelles vivaient en Belgique : ils n'ont pas été élevés dans les valeurs de la République, ne sont pas passés par l'« école de la République », et ne se sont pas non plus radicalisés « contre » la République. De plus, ils ne vivaient pas dans une « banlieue », typiquement française, mais dans des quartiers ghettoïsés proches du centre de Bruxelles, comme ceux qui venaient de Molenbeek.

Cela invite donc à ouvrir la problématique à des phénomènes qui dépassent souvent les frontières. Tout ce qu'on lit sur « la République » peut être correct, mais c'est à mon sens, la traduction française de phénomènes sociaux plus larges, dont la crise de la délégation que j'essaie de décrire ici.

## LA CONSTRUCTION DU « PROBLÈME DES BANLIEUES »

Directement en lien avec le fait de ne pas faire du « Franco-centrisme », il y a le « problème des banlieues ». Beaucoup de candidats français au djihad proviennent des « banlieues ». Mais ils sont connectés, comme les enquêtes l'ont montré, avec des jeunes bruxellois qu'on ne peut pas réellement appeler des « jeunes de banlieue », tant la structuration « centre-ville aisé / périphérie pauvre » n'existe pas en Belgique. La France a découvert Molenbeek : une commune pauvre de Bruxelles (en fait la deuxième commune la plus pauvre de Belgique), très proche du centre au niveau géographique, mais dont certains quartiers sont totalement ghettoïsés par rapport au reste de la ville.

C'est pourquoi je parlerai plutôt de quartiers « ghettoïsés ». Jacinthe Mazzocchetti (2012 : 2) a une définition très intéressante de ces quartiers. Ils sont le résultat, dit-elle, de l'enfermement des immigrés (et de leurs descendants) dans certains quartiers, via le marché du logement, les discriminations rencontrées en milieu scolaire et les discriminations sur le marché du travail. Cette définition me semble plus efficace pour aborder les lieux d'origine de beaucoup de jeunes djihadistes, que ce soit en Belgique (sa recherche portait entre autres sur des quartiers de Molenbeek), en France (les « banlieues ») ou dans d'autres quartiers en Europe ou aux Etats-Unis (comme nous le verrons pour le New Jersey ou à Philadelphie, dans le prochain article).

D'autant plus que Mazzocchetti (2012 :2) rajoute une dimension importante : le rejet va dans les deux sens. La ghettoïsation est aussi un mouvement qui vient de l'intérieur des quartiers relégués : les acteurs marginalisés s'organisent, autour de solidarités ethniques. Mais cet « entre soi », conséquence d'un sentiment d'être exclu du reste de la société, rajoute encore à l'exclusion.

Encore une précaution, il ne s'agit en aucun cas de stigmatiser toute la population de ces quartiers. Je parlerai souvent de Molenbeek, d'Anderlecht, de Clichy-sous-Bois ou des Minguettes, mais je me garderai bien de prétendre que ces communes ou ces quartiers se réduisent à ce que j'en décris. Il y a plein d'habitants de ces lieux qui sont engagés dans des dynamiques très positives, ou d'autres qui ne font rien de spécial, à part subir les méfaits d'une minorité. L'empowerment passe aussi par le fait de laisser aux communautés le pouvoir de se définir elles-mêmes. Je ne voudrais pas les en désapproprier. Je décris la radicalisation d'une minorité d'habitants de ces lieux.



Les premières fois où ces quartiers « en voie » de ghettoïsation (à l'époque) font parler d'eux remontent au début des années 80. Mon historique se basera sur un article d'Annie Collovald (2000), définissant trois périodes de 1981 à 1998 dans le traitement médiatique et politique du « *malaise des banlieues* », et j'y rajouterai les faits belges qui, malgré qu'ils ne se déroulent pas en banlieue, confirment le phénomène de radicalisation dans les quartiers ghettoïsés.

1981 est l'année des premiers incidents marquants en France et en Angleterre, avec les « *rodéos* » des Minguettes, dans la banlieue lyonnaise et les émeutes raciales de Brixton, dans le sud de Londres. En réalité, la banlieue de Lyon avait déjà connu des incidents, dès le début des années 70, mais cela restait plus circonscrit, et surtout, ces événements étaient interprétés comme des débordements typiques des quartiers populaires.

A partir de cette année 1981, la cadre d'interprétation des événements se construit sur le triptyque : banlieue – immigration – violence (Collovald, 2000 :40). On parlera désormais du « *malaise des banlieues* », des « populations immigrées » et des « *violences urbaines* ». Deux ans plus tard, en 1983, la « *Marche des Beurs* », appelée initialement « *Marche pour l'égalité et contre le racisme* », toujours à la suite d'événements violents, dans le quartier des Minguettes, s'inscrit dans ce cadrage des événements. A gauche, on parle d'un problème d'intégration ; à droite, d'un problème d'immigration.

En 1990, les « *échauffourées* » de Vaulx-en-Velin, toujours en banlieue lyonnaise, font suite à la mort d'un jeune du quartier imputée à la Police – comme c'est le cas pour la plupart des éclatements de violence dans ces quartiers –, et remettent la problématique au-devant de la scène médiatique.

Durant toute cette décennie, on « ethnicise » le problème – ethnicisation qui deviendra performative. La presse d'extrême-droite parle de « *banlieues immigrées* », le *Nouvel Observateur* d' « *Intifada* ». Les pouvoirs publics, comme les médias, renvoient les émeutiers à leurs origines immigrées.

Parallèlement, c'est à la même époque qu'apparaissent les premières revendications musulmanes pour la reconnaissance d'une « identité musulmane véritable ». En 1989 éclate la première « *affaire du foulard* ». En France d'abord, où deux élèves d'un collège de Creil (Oise) se voient interdire le port du voile à l'école. L'affaire se poursuit ensuite, comme une copie, en Belgique, dans une école secondaire de Molenbeek, puis à l'Université. Pour les femmes qui revendiquent le droit de porter le foulard, à l'école ou dans certains lieux spécifiques, « *être musulmane en Europe – et être musulmane tout court – passe nécessairement par le port du foulard* », explique Dassetto (2012 :12).

Malek Boutih, à l'époque vice-président de SOS Racisme, créé dans ce contexte « *banlieue – immigration – violence* » et à la suite de la Marche des Beurs, prendra la défense de ces jeunes filles et demandera leur réintégration à l'école. Il déclarera, dans *Le Monde* (7 octobre 1989) : « *En aucun cas, une sanction ne peut être infligée à des élèves en vertu de leur foi.* » C'est le même Malek Boutih qui, en juin 2015, sera en charge du rapport « *Génération radicale* » sur les phénomènes de radicalisation et le djihadisme, pour le ministre de l'Intérieur.

Les événements se poursuivent en banlieue et dans les quartiers en voie de ghettoïsation, durant les années 90, et c'est « *la violence* » qui s'impose de plus en plus comme « *la* » catégorie pour penser les jeunes habitants des banlieues (Collovald, 2000 :42). En novembre 1997, éclatent les émeutes de Cureghem, à Bruxelles. Cureghem est un quartier de la commune d'Anderlecht, jouxtant Molenbeek, et présentant de nombreuses caractéristiques sociologiques communes (en sautant un peu dans le temps, c'est dans ce quartier que logeait Mohamed Abrini, impliqué dans les attentats de Paris et de Bruxelles, en 2016, lors de son arrestation). Un jeune dealer du quartier est tué par la police, ce qui déclenche trois jours d'émeutes. On parle à l'époque du chômage, de la pauvreté, du désespoir des jeunes, du décrochage scolaire, etc. Mais la réponse principale est en terme de sécurité : on réfléchit surtout à l'organisation de la police et de la justice. « *Prévention* » signifie alors « *présence policière* ». On place des caméras, on crée des « *plans de prévention et de sécurité* », et le débat public se joue sur la peine à prononcer pour les émeutiers, et à savoir ce qu'il faut faire lorsqu'ils sont mineurs, etc.

« *Je sais que si je reste ici plus longtemps, je vais droit en prison. On est obligé de se mettre hors la loi, puisque le système nous abandonne. Je n'attends qu'une chose : partir. Mais pour ça, il faut de l'argent* ». Saïd, 20 ans

« *Les seuls qui s'occupent vraiment de nous, c'est les policiers. On en a marre de toutes ces caméras, ces grillages, et ces patrouilles. On n'est pas des animaux... Pourquoi on nous met en cage ?* », Yessine, 18 ans.

(Tous deux sont interrogés par le journal *Le Soir*, 7 novembre 1998, un an après les événements)

Des habitantes du quartier (mères, sœurs, épouses) se constituent comme « *Citoyennes responsables* », et présentent au bourgmestre un « *cahier de doléances* » en dix points. On leur promet plein de choses, mais au final, la seule chose qu'on leur propose est que leurs enfants ne reçoivent plus de porc dans les cantines des écoles relevant de la commune. Et des formations sont proposées aux jeunes du quartier comme éboueurs... Ces « *citoyennes* » restent amères : elles avaient joué le jeu démocratique, dans une démarche citoyenne ; elles en ressortent avec le sentiment de ne pas avoir été écoutées par les pouvoirs publics. En France comme en Belgique, le constat est le même : les années 90 ont été marquées par un fort sentiment d'abandon des habitants à l'égard des pouvoirs publics et de l'Etat (Kokoreff, 2008 :238).

Le milieu des années 90 est également l'époque de l'apparition d'une forme de djihad sur le sol français, avec, en 1995, une série d'attentats revendiqués par le GIA, qui se conclurent par la mort de Khaled Kelkal. Celui-ci avait constitué son réseau à partir de Vaulx-en-Velin. Quelles que soient les relations que Kelkal entretenait avec le GIA, les services secrets algériens ou même français, selon certaines interprétations, le fait est que sa radicalisation passera par des propos sur la perte des musulmans de France, sur ce qu'être un bon musulman, etc. Une ébauche du discours récurrent du Daech aujourd'hui.

A la fin des années 90, ce sont les « *experts* » qui s'imposent : la « *violence urbaine* » est un enjeu politique, et menace l'autorité de l'Etat. Les discours centrés sur les problèmes « *sociaux* », chômage, pauvreté, relégation, etc., en ce y compris le discours des acteurs de terrain, sont écartés au profit des expertises sur l'« *ordre public* », la « *délinquance* », la « *violence* ». L'enjeu est étatique, les solutions sont technocratiques. Et les populations concernées se voient désappropriées du discours et des moyens d'action sur les réalités qu'elles vivent. Les recherches sur les dynamiques d'empowerment montrent que le langage des professionnels institués provoque la dépendance, le sentiment de perte de contrôle, l'abandon (Lord & Hutchinson, 1993). En 1999, le Ministre belge de la Justice, Marc Verwilghen (Libéral flamand), commande une enquête sur les liens entre criminalité et immigration...

La décennie à venir ne voit pas une diminution des émeutes dans les quartiers. En octobre 2005, Clichy-sous-Bois s'embrase après la mort de deux ados, Bouna Traoré et Zyed Benna, poursuivis par la police, et le jet d'une grenade lacrymogène à l'entrée d'une mosquée, trois jours plus tard. La situation sera telle que l'état d'urgence sera déclaré le 8 novembre, et maintenu durant trois semaines.

Un collectif se crée : AC Le Feu, pour « *Association Collectif Liberté, Egalité, Fraternité, Ensemble, Unis* ». Ce collectif rencontre les habitants des quartiers de 120 villes de France et recueille leurs constats, demandes et propositions. Il en ressortira un « *Cahier de Doléances* », remis au Président de l'Assemblée, Jean-Louis Debré, fin 2006. En février 2007, le collectif retente le coup en soumettant un « *contrat social et citoyen* » aux candidats à la présidentielle. Mohammed Mechmache, président du collectif, présente ce contrat comme une deuxième tentative, après le peu de considération pour le Cahier de Doléances « *On attend des présidentiables (...) qu'ils s'engagent. (...) Mais ils devront faire vite cette fois, on n'attendra pas !* » (Le Monde, 23 février 2007).

Dans cette période de technocratisation de la question des émeutes, les démarches « *politiques* » au sens large du terme, qui viennent de la population et qui remontent vers les dirigeants, n'ont pas de poids, amplifiant le sentiment de ne pas être écouté, le sentiment d'être désapproprié du pouvoir d'agir pour améliorer la situation en banlieue. Ce collectif a joué le jeu de la démocratie, de la République, jusqu'au bout : le nom du collectif renvoie aux valeurs de la France, le préambule se réfère à la Révolution française (« *A l'instar des sans culottes de la révolution française de 1789, notre démarche vise à faire remonter l'expression populaire auprès des édiles de la nation.* »), ils revendiquent la participation citoyenne comme la meilleure arme pour faire changer les choses... mais la réponse de la République est grosso modo : Toutes nos lignes sont occupées, merci de rappeler plus tard...

Une observation en passant : la religion n'occupe qu'une place restreinte dans les 20.000 témoignages recollés. Le Cahier de Doléances relève qu'un amalgame nuisible est souvent fait entre islam et terrorisme, que les personnes musulmanes sont davantage victimes de discriminations à l'embauche, et que le nombre insuffisant de mosquées risque d'amener un développement anarchique de salles de prières dans des lieux inadaptés, « *ce qui pourrait laisser le champ libre aux mouvements les plus radicaux* ». C'est ce que disaient les habitants de banlieues françaises, en 2005. Pour le reste, leurs revendications n'avaient aucun lien avec la religion.

En novembre 2007, des émeutes éclatent à Villiers-le-Bel, en banlieue parisienne. Elles sont déclenchées par la mort de deux adolescents lors d'une collision à moto avec une voiture de police. En 2008, à Anderlecht, en Belgique, ce sont les « *émeutes de Saint-Guidon* », du nom du quartier où elles se déroulent.



J'étais enseignant à l'époque, précisément à Anderlecht. J'y enseignais le travail social dans la section « technique » d'une école dont la majorité des élèves provenaient des quartiers les moins aisés d'Anderlecht et Molenbeek. J'étais donc aux premières loges, puisque chaque matin, j'avais les récits de mes élèves qui avaient assisté – voire participé – aux émeutes de la veille au soir. D'autant plus que l'un des chapitres de mon cours, avec les élèves de dernière année, était précisément les violences urbaines et les émeutes en banlieue. Nous y analysions les émeutes de 2005 à Clichy-sous-Bois...

Les émeutes d'Anderlecht, en 2008, constituent, à mon sens, une évolution vers une dimension plus « identitaire » des violences urbaines. Elles n'opposaient plus « les jeunes du quartier » et la police, elles opposaient les « Belges de souche » et les « étrangers » (formules que je reprends à la presse de l'époque). Tout démarre en réalité quelques jours auparavant lorsqu'une rumeur circule dans les milieux hooligans du club de foot d'Anderlecht, que trois agresseurs d'origine nord-africaine ont été relâchés après le viol d'une jeune femme. Rumeur fautive puisqu'ils ont été placés en institution, étant mineurs. A cela s'ajoute la rumeur inverse selon laquelle deux « skinheads » auraient frappé une maman marocaine. Les rumeurs se propagent très vite et un appel à la confrontation est relayé sur de nombreux blogs. Le vendredi 23 mai, en fin de journée, les échauffourées débutent, et opposent au final, deux groupes de Bruxellois, les uns s'identifiant comme Belges « de souche », les autres comme « Roloto » ou « Marocains ». Les uns sont venus « casser du bougnoule », les autres « taper du skinhead », selon les termes entendus à l'époque.

Hugues Dorzée, journaliste au Soir (26 mai 2008), écrira : « le caractère raciste et venimeux du conflit ne peut être nié sous aucun prétexte. (...) C'est à Anderlecht que ça se passe. Entre jeunes, tous belges, mais d'origines diverses. Dans une commune multiculturelle à l'image injustement écornée, mais où l'extrême-droite creuse lentement son sillage dans les couches populaires. Entre les 'natifs' et les 'néos' anderlechtois se dressent, insidieusement, des murs d'indifférence (ou de mépris) sur fond de chômage, de crise du logement et de misère sociale ».

En 2009, la commune de Molenbeek connaît d'autres incidents entre jeunes et police. Les journaux titrent « Bruxelles sur un volcan » (La Libre Belgique) ou « Molenbeek sous haute tension » (Le Soir). Ces incidents se déroulent en période de ramadan, et font suite à l'interpellation d'un jeune par la police. Le commissariat est visé. En juillet 2010, c'est le quartier de la Villeneuve, à Grenoble, qui s'embrase, à la suite de la mort d'un braqueur. Scènes de « guérilla urbaine » selon la presse, et déclaration de Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur : « Nous allons rétablir l'ordre public et l'autorité de l'Etat »

. Le 30 juillet, Nicolas Sarkozy fera son fameux « discours de Grenoble ». La réponse du Président est sécuritaire, policière et judiciaire, et pointe du doigt l'immigration : « (...) il faut le reconnaître, je me dois de le dire, nous subissons les conséquences de 50 années d'immigration insuffisamment régulée qui ont abouti à un échec de l'intégration ». Un mois après, 128 camps d'immigrés illégaux sont démantelés et on annonce que près de 1000 Roms vont être expulsés. Dans la foulée, Éric Besson introduit, dans le projet de loi sur l'immigration, un amendement étendant la déchéance de nationalité aux « français naturalisés depuis moins de 10 ans condamnés pour meurtre ou tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique ». Projet de loi qui reviendra au-devant de la scène politique et médiatique à la suite des attentats de Paris, en novembre 2015.

Dans le quartier, les habitants se mobilisent, créent un collectif et publient un livre blanc, pour lutter contre les amalgames dont ils sont victimes. Cinquante organisations se mobilisent autour d'un appel à manifester, qui réunira plusieurs milliers de personnes. Cet appel s'intitule « Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité ». Tout comme le Cahier de Doléances de 2005, les associations locales jouent le jeu de la République : « Le nécessaire respect de l'ordre public n'a pas à être utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires (...). La Constitution de la France, République laïque, démocratique et sociale, assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion'. (...) Nous appelons à une manifestation le samedi 4 septembre 2010, place de la République à Paris, à 14h00, et partout en France, afin de fêter le 140e anniversaire d'une République que nous voulons plus que jamais, libre, égale et fraternelle. »... Mais là encore, « l'Etat républicain », via ses dirigeants, ne répond pas à l'appel.

En octobre 2010, un rapport au nom charmant de « Rapport d'information fait au nom du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques sur l'évaluation des aides aux quartiers défavorisés », présenté à l'Assemblée nationale (n°2853), fait le constat d'une crise d'identité et de légitimité de l'Etat, et tire la sonnette d'alarme par rapport aux valeurs de la République : « L'économie parallèle s'est développée, les islamistes radicaux se sont installés, changeant parfois la perception locale de la République, de la laïcité et des droits des femmes » (p. 280).



En Belgique, Molenbeek connaît de nouvelles émeutes en 2012, suite à l'arrestation d'une jeune femme en niqab refusant de montrer ses papiers. La jeune femme est proche de l'organisation « *Sharia4Belgium* », une organisation djihadiste belge, qui recrute des jeunes pour aller combattre sur le front syrien. En février 2015, son leader, Fouad Belkacem, ex-délinquant, ex-revendeur de voitures, condamné pour vols, cambriolages, trafic de drogue au Maroc, etc., est condamné à 12 ans de prison. En avril 2016, sur les plus ou moins 500 Belges partis combattre en Syrie et en Irak, 79 étaient liés à *Sharia4Belgium*, soit 15%.

A partir de 2015, lorsqu'on entendra parler de Molenbeek ou de la banlieue parisienne, ce ne sera plus pour des émeutes, mais pour la traque des terroristes du Ba-taclan ou de Bruxelles.

Durant près de 40 ans, la situation s'est dégradée dans ces quartiers « *ghettoisés* » de France et de Belgique. Chaque explosion de violence a eu comme conséquence une réponse plus sécuritaire, plus technocratique, plus judiciaire de la part des pouvoirs publics. Et chacune de ces réponses a eu comme conséquence le renforcement d'un sentiment d'abandon de la part des populations vivant dans ces quartiers.

Si l'on se réfère à la littérature sur la notion d'empowerment, tous les ingrédients ont été réunis pour que les habitants de ces quartiers perçoivent leur impuissance, leur « *powerlessness* » : c'est-à-dire leur incapacité à exercer un contrôle sur la définition et la nature des changements qui les concernent (Rappaport, 1987 ; le Bossé, 2003), doublée d'une faillite du système, et d'institutions qui ne répondent plus (Lord & Hutchinson, 1993).

Loin de défendre la délinquance, les habitants demandaient que des mesures soient prises pour prévenir cette criminalité, dont ils étaient eux-mêmes victimes, directement ou indirectement (par l'image du quartier). Qu'ils jouent le jeu de la démocratie, en portant aux élus des revendications en matière d'emploi, de scolarité, de logement, de culture, etc., rien n'y fit. Et le sentiment s'installa de n'être pas entendu. Toutes ces associations et collectifs émanant des quartiers ont joué le jeu de la « *délégation* », déléguant aux représentants de l'Etat le soin de prendre en compte les demandes de la population, laborieusement collectées dans des cahiers de doléances et autres livres blancs. Mais l'Etat ne répondait plus...

Probablement que le sentiment de ne pas être assez Français, ou Belge, pour être entendu s'est également progressivement imposé. Et la situation a pris un caractère de plus en plus identitaire. Et cette identité s'est progressivement affirmée en référence à l'islam.

Ce sera le sujet du prochain article de cette série...

**Yves Patte**  
2017

## REFERENCES

- Collovald, A. 2000. « *Violence et délinquance dans la presse. Politisation d'un malaise social et technicisation de son traitement* », in Bailleau, F., & Gorgeon, C. (Eds) *Prévention et sécurité : Vers un nouvel ordre social ?* Paris : Editions de la DIV, pp. 39-53.
- Dassetto, F. 2012. « *Islam belge au-delà de sa quête d'une instance morale et représentative* », Cismoc Papers on line, mars.
- Debray, R. 2015. « *C'est le moment d'assumer notre ADN culturel* », in Fottorino, E. (dir.) *Qui est Daech ? Comprendre le nouveau terrorisme*, Paris : Le 1.
- Kokoreff, M. 2008. *Sociologies des émeutes*, Paris : Payot & Rivages.
- Le Bossé, Y. 2003. « *De l'« habilitation » au « pouvoir d'agir » : vers une appréhension plus circonscrite de la notion d'empowerment* », *Nouvelles pratiques sociales*, vol.16, n°2 : 30-51.
- Lord, J., & Hutchison, P. 1993. « *The Processus of Empowerment : Implications for Theory and Practice* », *Canadian Journal of Community Mental Health*, 12, 1 : 5-22.
- Malik, A. 2004. *Qu'Allah bénisse la France !* Paris : Albin Michel.
- Mazzocchetti, J. 2012. « *Sentiments d'injustice et théorie du complot. Représentations d'adolescents migrants issus des migrations africaines (Maroc et Afrique subsaharienne dans des quartiers précaires de Bruxelles)* », *Brussels Studies*, n°63, novembre, pp. 1-9.
- Rappaport, J. 1987. « *Terms of Empowerment / Exemplars of Prevention : Toward a Theory for Community Psychology* », *American Journal of Community Psychology*, vol. 15, n°2 : 121-145.

# « JUSQU'ICI TOUT VA BIEN... ET DEMAIN ? »

## CONFÉRENCE DU 24 NOVEMBRE 2017 À LA FOIRE DU LIVRE POLITIQUE DE LIÈGE

Le 24 novembre dernier, la Fondation a eu le plaisir d'inviter trois orateurs de choix, dont les interventions étaient animées par un de ses administrateurs, Edouard Delruelle, pour une conférence à propos de la gestion de la diversité culturelle dans des villes.

Nadia Segers, Mohammed El Bachiri et Fatima Zibouh ont débattu des transformations sociologiques, culturelles et politiques qui ont un impact sur nos identités et qui redéfinissent notre rapport au local et à l'international.

Ensemble, ils ont évoqué comment contribuer à une société plus inclusive et comment redéfinir de nouvelles modalités du vivre ensemble.

Un débat riche, passionnant, suivis par des échanges avec le public qui ne l'étaient pas moins.

Merci à eux, et au plaisir de les réentendre !

### QUELQUES MOTS SUR NOS ORATEURS

Nadia Segers est d'origine belgo-marocaine, a été longtemps agent de la fonction publique et est titulaire d'un Master en sciences politiques de l'ULB.

Nadia a également suivi une formation sur le Traitement judiciaire du terrorisme à l'Ecole nationale de la magistrature de Paris.

Elle est porteuse du Certificat interuniversitaire islam et musulmans d'Europe et actuellement, elle suit un master en langues orientales à finalité monde arabo-musulman.

Fatima Zibouh est diplômée en sciences politiques (ULB) et est titulaire d'un Master spécialisé en Droits de l'Homme (UCL).

Depuis 2007, elle est chercheuse au CEDEM et elle est actuellement doctorante en sciences politiques et sociales (ULG).

Ses domaines de recherche sont principalement liés à la gestion de la diversité ethnoculturelle.

Fatima est également active depuis plus de 15 ans dans le champ associatif sur les questions de cohésion sociale, du dialogue interculturel et sur l'avenir de Bruxelles.

Mohamed El Bachiri, belgo-marocain, musulman et molenbeekois, a perdu son épouse Loubna, mère de ses trois enfants, lors des attentats de Bruxelles le 22 mars 2016.

Mohamed a quitté l'école sans diplôme mais a étudié l'histoire et les religions.

Après le décès de sa femme, il a décidé, avec David Van Reybrouck, d'écrire «*Un jihad de l'amour*».

Publié d'abord en Flandre et aux Pays-Bas où il a été vendu à 80 000 exemplaires, traduit ensuite en anglais et en allemand, il est disponible depuis septembre dernier dans les librairies francophones.

Les prochains événements de la Fondation seront annoncés sur notre site [www.cecineestpasunecrise.org](http://www.cecineestpasunecrise.org)





# C. TORREKENS D. ENGELS E. DELRUELLE NOUS REJOIGNENT

## ACTUALITÉS

La Fondation Ceci n'est pas une crise est fière d'annoncer que 3 nouveaux administrateurs ont rejoint son conseil d'administration depuis septembre 2017. Issus tous les trois du monde universitaire, ils viendront apporter leurs analyses et leurs champs de compétences à notre Fondation.

- Corinne Torrekens, qui est docteure en science sociales et politiques, directrice de DiverCity (la première spin-off en science sociales et politiques de l'ULB), et spécialiste de la politique d'intégration;
- Edouard Delruelle, professeur de philosophie à l'Université de Liège, qui se consacre surtout aux questions qui touchent la religion et la laïcité, l'antisémitisme, le racisme et le multiculturalisme.
- Enfin, David Engels, historien, professeur à l'Université libre de Bruxelles, et qui a publié plusieurs ouvrages, dont une analyse des évolutions récentes de l'Europe.

Qu'ils soient bienvenus, et d'ores et déjà remerciés pour leur valeur ajoutée au sein du conseil!



# RÉSEAU

Retrouvez toutes les actualités de la Fondation sur :

## NOTRE SITE WEB

<http://www.cecinestpasunecrise.org/>

## NOTRE PAGE FACEBOOK

[www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

## NOTRE PROFIL TWITTER

<https://twitter.com/PasUneCrise>

## CECI N'EST PAS UNE CRISE

FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rue Royale 151  
1000 Bruxelles, Belgium

E : [info@cnepuc.org](mailto:info@cnepuc.org)

W : [www.cecinestpasunecrise.org](http://www.cecinestpasunecrise.org)

F : [www.facebook.com/cecinestpasunecrise](http://www.facebook.com/cecinestpasunecrise)

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice déléguée



FONDATION  
**CECI N'EST PAS UNE CRISE**